C.E. (Sect. d'Admin., 12^{ème} Ch.) - 4 février 2003

Conseil d'État - Compétence - Demande d'indemnisation d'un dommage exceptionnel - Abstention fautive de l'autorité - Incompétence

En cause de : B. c./ Province de Brabant flamand (n° 115.407)

Le Conseil d'État est incompétent pour connaître d'une demande d'indemnisation d'un dommage exceptionnel (art. 11 des lois coordonnées) lorsque cette demande se fonde sur une abstention fautive de l'autorité. Tel est aussi le cas lorsque la formulation de la requête et des mémoires introduits par la partie requérante, ou encore des lettres qu'elles a adressées à l'autorité ou éventuellement des démarches qu'elle a menées à son encontre, font apparaître que la partie requérante attribue la cause du dommage subi à un comportement ou une abstention de l'autorité qu'il faudrait considérer comme fautifs.

Dans Rechtskundig Weekblad, 2003-2004 p. 383.

Trad. : Jean Jacquain.

Note

Il s'agissait de la carrière plane de secrétaire de direction dans l'administration provinciale; la promotion au grade de secrétaire principale exigeait la réussite d'un examen, que la députation permanente avait tardé à organiser pendant plusieurs années. Finalement promue, la requérante voulait être indemnisée du préjudice résultant de ce que durant tout ce temps, elle avait été privée de la promotion. L'arrêt (conforme à la jurisprudence constante du Conseil) mène à la conclusion que l'intéressée devait s'adresser aux tribunaux (le R.W. renvoie à I. Opdebeek, «*Rechtsbescherming tegen het stilzitten van het bestuur*», La Charte, 1992).

Au demeurant, puisque le statut du personnel subordonne la promotion à la réussite d'un examen, on pourrait considérer que l'autorité est tenue d'organiser cet examen, sans quoi elle rend le statut inapplicable.

[Publié dans le « Journal du Droit des Jeunes » n° 239, novembre 2004, p. 45]